



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Entretien des espaces verts des zones économiques et sites
relevant de la CCBTA**

Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 24 novembre 2021 à 10:00

Communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence

1 Avenue de la Croix Blanche

30300 BEAUCAIRE

Tél : 0466599280

SOMMAIRE

| | |
|--|---|
| 1 - Objet et étendue de la consultation | 3 |
| 1.1 - Objet | 3 |
| 1.2 - Mode de passation | 3 |
| 1.3 - Type et forme de contrat | 3 |
| 1.4 - Décomposition de la consultation | 3 |
| 1.5 - Nomenclature | 3 |
| 1.6 - Renouvellement | 3 |
| 2 - Conditions de la consultation | 3 |
| 2.1 - Délai de validité des offres | 3 |
| 2.2 - Forme juridique du groupement | 3 |
| 2.3 - Variantes | 3 |
| 3 - Conditions relatives au contrat | 4 |
| 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution | 4 |
| 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement | 4 |
| 4 - Contenu du dossier de consultation | 4 |
| 5 - Présentation des candidatures et des offres | 4 |
| 5.1 - Documents à produire | 4 |
| 5.2 - Visites sur site | 6 |
| 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis | 6 |
| 6.1 - Transmission électronique | 6 |
| 6.2 - Transmission sous support papier | 7 |
| 7 - Examen des candidatures et des offres | 7 |
| 7.1 - Sélection des candidatures | 7 |
| 7.2 - Attribution des marchés | 7 |
| 7.3 - Suite à donner à la consultation | 8 |
| 8 - Renseignements complémentaires | 8 |
| 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact | 8 |
| 8.2 - Procédures de recours | 8 |

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Entretien des espaces verts des zones économiques et sites relevant de la CCBTA

Lieu(x) d'exécution : entretien des sites suivants :

- 8 zones économiques réparties sur le territoire intercommunal
- 6 sites relevant du service environnement (déchèteries de Bellegarde et Fourques ; quai de transfert à Fourques ; 2 aires de lavage à Bellegarde et Vallabrègues ; le Mas de Clairette à Bellegarde)
- 5 bâtiments : Siège administratif de la CCBTA ; ateliers intercommunaux ; maison médicale de Beaucaire ; le château de Beaucaire ; la chapelle de Saujan à Beaucaire

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description | Code suppl. 1 | Code suppl. 2 | Code suppl. 3 |
|----------------|--|---------------|---------------|---------------|
| 77310000-6 | Réalisation et entretien d'espaces verts | | | |

1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations. A titre indicatif: prochaine consultation prévue courant 2023.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 30 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Afin d'assurer la bonne exécution et la continuité des prestations en cas de défaillance d'un membre du groupement, il est attendu un mandataire solidaire.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses particulières et ses annexes
- Le Bordereau des Prix/Devis Quantitatif.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique (clef USB, CD-ROM, etc.) n'est autorisée. La communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence décline toute responsabilité pour la mise en ligne du DCE sur d'autres sites que son profil acheteur <https://www.marches-securises.fr/> .

Pour être assuré d'être informé de toute modification éventuelle du DCE : le candidat est invité à s'inscrire sur <https://www.marches-securises.fr/> (hotline : 04.92.90.93.27).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|--|-----------|
| Si soumis: certificat de régularité de la situation de l'employeur délivré par l'AGEFIPH (cf. Code du travail, art L. 5214-1 et suivants). | Non |
| Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate | Non |
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail. | Non |
| Certificat de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale mentionné au I de l'article 2 délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale (transmission non imposée de ce document au stade du dépôt de l'offre). | Non |
| Certificat des caisses de congés payés compétentes pour les cotisations de congés payés et de chômage intérimaires (transmission non imposée de ce document au stade du dépôt de l'offre). | Non |
| Extrait K-bis datant de moins de 3 mois (transmission non imposée de ce document au stade du dépôt de l'offre). | Non |
| Attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation (transmission non imposée de ce document au stade du dépôt de l'offre). | Non |

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels | Non |

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|--|-----------|
| Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat | Non |
| Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat | Non |

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) voire le cas échéant DC4 (déclaration de sous-traitance)**. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>. Les candidats peuvent également utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) (<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

| Libellés | A signer |
|--|----------|
| L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuels | Non |
| Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) | Oui |
| Le Bordereau des Prix/Devis Quantitatif (BP/DQ). | Oui |
| Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat : devant être synthétique et reprenant de préférence l'ordre et les intitulés des critères et sous-critères (le cas échéant). | Non |

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Visites sur site

Une visite sur site est préconisée. Les conditions de visites sont les suivantes : visite libre. Pas de visite organisée.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence

Copie de sauvegarde - ne pas ouvrir

1 Avenue de la Croix Blanche

30300 BEAUCAIRE

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Dans le cadre de cette consultation : la signature électronique des documents n'est pas exigée au stade de la remise de l'offre.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, l'attributaire est informé que son offre électronique pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Tout fichier supérieur à 25 Mo n'est pas autorisé.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'analyser les offres avant les candidatures.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature et/ou d'offre sont manquantes, incomplètes ou à préciser, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire, compléter ou préciser ces pièces dans un délai maximum de 4 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères | Pondération |
|---|-------------|
| 1-Prix des prestations sur la base du BP/DQ | 80.0 % |
| 2-Valeur technique | 20.0 % |

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats sélectionnés. Elles se dérouleront par phases successives, de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation pourra se tenir par visio et/ou audioconférence. Dans un souci de transparence, sur demande du candidat, elle pourra faire l'objet d'un compte-rendu par mail.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 4 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-securises.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Nîmes

16 Avenue Feucheres

30941 NIMES CEDEX 09

Adresse internet(U.R.L) : <http://nimes.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré contractuel : prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel : prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Nîmes

16 Avenue Feucheres

30941 NIMES CEDEX 09

Adresse internet(U.R.L) : <http://nimes.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est : CCIRA de Marseille Place Félix-Baret CS80001 13282 MARSEILLE CEDEX 06

Adresse internet(U.R.L) : <https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>.